

«ILS CONTINUENT À NOUS DISPARAÎTRE»...

Les assassinats d'activistes sociaux se multiplient en Colombie. Chronique de ces morts annoncées.

Une grande manifestation le 27 juillet dernier appelait à se mobiliser pour chercher vérité et justice et les faire cesser. Témoignage et analyse depuis Bogota.

Notre 27 juillet 2019 à Bogota commence dans un taxi. *Radio Caracol* annonce une manifestation en fin d'après-midi à Bogota pour protester contre les «*desapariciones de líderes sociales y defensores de derechos humanos*» (disparitions de leaders sociaux et défenseurs des droits humains) qu'on appelle ici simplement «*los líderes*». Je me rends compte que le sujet non seulement n'est pas tabou mais qu'il est majeur pour les Colombiens, je découvre aussi que les autorités, loin de s'opposer à la manifestation ou de l'interdire, vont s'y associer.

Des statistiques d'une grande violence

Du 1^{er} janvier au 8 septembre 2019, 155 activistes sociaux et défenseurs des droits humains ont été assassinés en Colombie, 1.351 ont reçu des menaces de mort. 777 victimes mortelles, depuis la signature des accords de paix avec les Farc le 24 novembre 2016 dénonce le rapport de Indepaz (*Instituto de Estudios para la Paz*), dont 132 en 2016, 208 en 2017, 282 en 2018 et 155 pour l'année en cours. De 29 des 32 départements touchés, on passe, en 2019, à 23 départements avec, en tête, les départements du Cauca (35 morts) et Nariño au sud-ouest, Antioquia (20) au nord-ouest (17).

Qu'en est-il de la violence générale? De janvier à septembre de cette année, 8.612 personnes ont été assassinées en Colombie, soit 178 de plus que 2018 sur la même période, une hausse de 2,1%. Elle concerne surtout les activistes sociaux. Pourtant, depuis 2009 et ses 17.717 assassinats, la tendance générale était à la baisse, ce qui ne se dément qu'à partir de 2018 avec ses 12.130 morts.

Qui sont les victimes?

En majorité des activistes d'organisations paysannes, en particulier des cultivateurs de coca, des indigènes, des afro-colombiens, des collectifs discriminés comme les LGBTI. Pour moitié des conseillers municipaux en fonction. Puis des ex-guérrilleros Farc démobilisés. Mais aussi des avocats, des syndicalistes et des journalistes dans l'exercice de leur profession. Et enfin des candidats aux élections. Ainsi la campagne pour les municipales et régionales du mois d'octobre dernier, a compté pas moins de 7 assassinats, dont celui de Bernardo Betancourt qui briguait la mairie de Tibú dans le département de Santander, criblé de balles 24 heures après avoir signé le *Pacte de non-violence*. La MOE, *Mission d'Observation Électorale* de la société civile colombienne, a relevé 54 candidats victimes de violence, deux séquestrations et cinq victimes d'attentats. Mais mon taxi me parle de toute personne gênant les intérêts de groupes en marge de toute loi, un bénévole s'occupant de son immeuble, des collectifs occupant des espaces sociaux.

Qui sont les auteurs de ces crimes?

- L'ELN, la guérilla historique du nord qui n'a pas encore signé la paix.
- Les Gaor ou *Grupos Armados Organizados Residuales*, groupuscules Farc ayant refusé les accords de paix de 2016 et dissidents de l'ex-EPL, appelés *Los Peludos*, ayant refusé la mobilisation de ce groupe marxiste-léniniste d'origine maoïste.
- Les *Autodefensas Gaitanistas*, néo-paramilitaires d'extrême-droite, n'ayant pas accepté la démobilisation de 2006 des AUC, *Autodefensas Unidas de Colombia* et qui continuent à trafiquer avec la cocaïne.
- Les Bacrim ou *Bandas Criminales*, simples narcotraiquants de drogue petits et grands sans objectif politique.

Où?

Les taux d'homicides les plus élevés se retrouvent aux endroits clés de trafics en tout genre, production et vente de cocaïne, achat et vente irrégulières de terrains, contrebande d'essence, extraction minière abusive d'or ou de coltan: en particulier le long de la frontière avec le Venezuela, au Putumayo au sud, ancien territoire de «*narcocultivo*» (cultures de coca pour être transformée en cocaïne), et au nord où l'ELN n'a pas désarmé.

Comment?

Le plus souvent ce sont des assassinats par balle par des tueurs à gage, les *sicarios*, au domicile de la victime, les menaces et intimidations n'ayant pas suffi pour que l'activiste social cesse de déranger. Les cas de séquestration comme celui d'un commerçant du département de Santander ou d'un éleveur dans la région de Catacumbo en 2019 est davantage le fait de l'ELN, une guérilla encore active qui pratique toujours le mode de financement à la rançon. La torture est pratiquée par les Bacrim, bandes criminelles, comme arme de pression sur les indigènes, mais aussi par l'armée, comme le dénoncent par exemple les communautés indigènes après la mort violente infligée par des militaires, le 29 octobre dernier, au jeune activiste de droits humains, FlowerJair Trompeta Pavi, de l'*Association de Travailleurs Pro-Constitution de Zones de Réserve Paysanne de Caloto* (Astrazonacal), au Cauca, après lui avoir plongé la main dans une *depulpadora* de grains de café.

Pourquoi?

Depuis novembre 2016 et la signature de la paix avec le groupe guérillero le plus puissant, important et étendu, un double phénomène s'est produit: une démobilisation massive de 12.000 «*farcos*» et une intervention trop lente du gouvernement pour réinvestir leurs territoires et y réinstaller les déplacés. Les groupuscules ex-Farc au sud, la guérilla de l'ELN et les ex-EPL au nord, ainsi que les Bacrim se sont bousculés pour s'emparer de la place laissée vide. Les villages subissent leur pression et le feu croisé des affrontements armés entre rivaux pour dominer le territoire. Par exemple l'ELN et la bande des *Pelusos* en guerre pour contrôler le narcotrafic dans le Catacumbo au Nord du Santander se sont livrés à des menaces et intimidations envers les leaders sociaux. Ce qui fait que le phénomène des déplacés existe aussi toujours: 35.000 personnes ont dû quitter leur Catacumbo natal en 2018 en raison des affrontements. Là aussi des journalistes et des activistes sont en danger de mort. Sans compter que la lenteur du processus de paix en cours avec la dernière guérilla historique, l'ELN, met aussi en danger les leaders sociaux dans le nord, départements de Choco, Bolívar, Santander et Arauca.

Le gouvernement n'a pas immédiatement mis en place une politique intégrale de santé, d'emploi et d'éducation dans les zones désertées par les Farc favorisant ainsi le développement de l'illégalité et l'émergence de groupes mafieux et délinquants se disputant le gâteau. Les Farc mettent en cause l'État qui seul a les moyens militaires, financiers et techniques d'assurer la conservation des biens, qu'ils ont à ce jour partiellement restitués (terres, bétails, routes, etc..) après inventaire remis au gouvernement en août 2017, pour une somme de 542 milliards de pesos. A ce jour, seuls 3 milliards ont été liquidés par le gouvernement pour financer les indemnisations et programmes destinés aux victimes. Cela met gravement en danger les défenseurs de droits humains dans des zones sans droit, auparavant de non-droit (mais en réalité organisées sous la loi Farc). Certains ont été même menacés pour avoir demandé une éducation de qualité.

Les activistes sociaux sont en lutte contre des méga projets sur leur territoire, vu comme nouvellement vierge par les compagnies privées, pour faire valoir leurs droits collectifs et environnementaux face aux intérêts du capitalisme, comme le droit à l'accès à l'eau, ou encore pour s'opposer aux monocultures pour produire de l'huile de palme, à Maríalabaja, Bolívar. 31 leaders Afro-colombiens assassinés dans la zone Caraïbe ces deux dernières années pour avoir dénoncé des projets agro-industriels ou des extractions minières illégales comme celles à ciel ouvert de La Guajira, Magdalena ou au sud du département de Bolívar. Des activistes indigènes ont reçu des menaces pour avoir cherché à provoquer des coupures de courant dans des zones de cultures illégales. 36 indigènes ont été assassinés en 2019 (jusqu'au 8 septembre) pour avoir lutté pour l'autonomie de leurs territoires, pour avoir ré-occupé leur terre ou contré la lutte contre l'éradication de la coca.

L'application trop lente des accords de paix, un dispositif insuffisant de suivi de retour à la vie politique qui garantisse les conditions de la paix, popularisée par hashtag #pazenlegalidad# (paix en légalité), sont aussi des raisons de ces assassinats. Beaucoup de Colombiens sont entrés dans les Jac (*Junta de Acción Comunitaria*)

(conseil municipal), après la démobilisation des Farc en tant que conseillers municipaux, ils pensaient participer à une renaissance de la vie de leur commune pacifiée et se sont retrouvés démunis et en proie à la loi du groupe de pression le plus fort. Aujourd'hui ceux qui dénoncent la corruption, sont harcelés, menacés, séquestrés, torturés, assassinés dans l'exercice de leur fonction et réclament protection et soutien. Ainsi, en octobre 2019, la Police Nationale a proposé une récompense de 10 millions de pesos pour retrouver et juger les auteurs de l'assassinat de Dioselí Noriega, président de la Jac de la Vereda La Laguna, municipalité de Convención, au Nord du Santander. Au cours de cette année 2019, ce défenseur des droits humains avait traité 26 agressions dans la zone de 1.500 hectares de coca à la frontière avec le Venezuela.

Les narcotraiquants éliminent tous les gêneurs exigeant l'application des accords prévus de substitution ou d'éradication des «*narcocultivos*» restitués par les Farc: 42 assassinats avérés depuis 2016 d'activistes sociaux ayant aidé des paysans à retrouver leur terre ou de paysans. Malgré l'existence du PAO *Plan de Acción Oportuna* qui établit par décret, depuis 2018, un protocole de protection des défenseurs de droits humains, des activistes sociaux, municipaux et des journalistes ,et en dépit du fait que 4.485 leaders sociaux bénéficient d'une protection rapprochée, une initiative d'ensemble bien construite fait défaut. Les gilets pare-balles ou un garde du corps ne protègent pas partout et surtout cela ne règle pas le problème si rien ne permet pas à leur lutte elle-même d'aboutir. Malgré l'absence de statistiques officielles, on estime à 92 morts en 2018 et à 168 en 2016-2017, les démobilisés Farc (12.000 au total) qui ont recouru au programme du *Conseil National de Réinsertion (Consejo Nacional de Reincorporación)*, chargé de l'application des accords de paix, et qui vivent dans les zones dénommées *Espace Territorial de Formation et Réinsertion (Espacio Territorial de Capacitación y Reincorporación)*,

Témoignage de la manif du 27 juillet à Bogotá

Nous avons rejoint la manifestation qui débouche sur la Place Bolivar, la plus importante de la capitale, où se trouve le Capitole et le fameux Palais de justice pris en otage par la guérilla M-19 en 1985 (le gouvernement envoya les tanks, tuant officiellement tous les guérilleros mais des disparitions de civils ou de guérilleros ce soir-là ne sont, à ce jour, pas résolues, sans doute sous le sceau du secret d'État). L'image qui s'offre à nous est forte et saisissante: des silhouettes photographiques grandeur nature de disparus portant un badge avec leur nom occupent de leur présence le devant la Cathédrale, pour mieux dénoncer leur disparition et une immense banderole crie: «*Plus jamais un nouveau génocide en Colombie!*». Sur le côté opposé de la place, la façade de la mairie de Bogotá est recouverte d'un linceul noir. Des listes de victimes circulent de main en main. Sur une marche, je prends une photo encadrée d'un disparu dont le slogan me frappe *#nossiguendesapareciendo#* («ils continuent à nous disparaître»). Le verbe «*disparaître*» devient transitif pour frapper les esprits dans cette campagne de prise de conscience. Devant le Capitole, des activistes sociaux choisis en représentation des collectifs les plus vulnérables et menacés, un indigène, une «*lideresa*» (*leadere*) sociale réclamant la restitution de terres, une victime du conflit armé, lisent un manifeste: «*Ces crimes sont particulièrement graves, symptomatiques d'une maladie profondément enracinée en Colombie, qui tend à abattre, décourager, éliminer, faire peur ou exterminer quiconque voudrait relever la tête, quiconque voudrait dénoncer une injustice ou proposer une réforme, une solution, une revendication populaire nécessaire et juste.*». Oui, les disparitions continuent, et je me souviens de cet affichage dans Bogotá, dans les rues de La Candelaria, qui exigeait encore des nouvelles des «*faux positifs*» toujours disparus malgré les 657 plaintes pour crime contre l'humanité mettant en cause 688 militaires dont beaucoup aujourd'hui condamnés: ils assassinaient des jeunes sans abri pour les transférer en zone Farc et toucher la prime gouvernementale pour capture d'un guérillero. Et de cette longue et gigantesque affiche que j'ai vu coller à la hâte tandis que le taxi filait le long d'une avenue du quartier résidentiel du nord: «*Où sont les disparus?*».

Réflexions d'après 27 juillet: une gauche discréditée ou de droite... Mais la droite aujourd'hui en perte de vitesse partout au 27 octobre 2019

Il faudra du temps aux Farc pour gagner un électorat avec un tel curriculum d'atrocités envers les civils séquestrés contre rançon ou envers les otages politiques, un tel bilan de déplacés dans des bidonvilles, sans compter les nombreuses victimes à des degrés très divers de leurs activités narcotraiquantes. L'origine marxiste des Farc, ses accointances d'abord avec le castrisme puis avec le chavisme, sans compter le fantasme en Amérique latine du populisme chaviste, corrupteur, clientéliste et autoritaire et d'un Venezuela recréant la Grande Colombie de Simon Bolivar, gouvernée depuis Caracas, un bon demi-siècle de conflit armé ainsi que leur financement par le narcotrafic, ont largement discrédité le communisme en Colombie. A l'inverse le pays est le parfait allié des États-Unis: *Plan Colombia* (aides se chiffrant en milliards pour lutter contre le trafic de drogue), Traité de Libre Commerce, utilisation de bases militaires, etc... Les Farc-EP

(*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia - Ejército Popular*) (*Forces Armées Révolutionnaires de Colombie - Armée Populaire*) sont à présent entrées dans le jeu électoral politique en conservant leur sigle comme *Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común* et ont accepté les conditions de la paix.

Il faudra aussi du temps pour que tout candidat anticapitaliste ait ses chances, pour que la gauche tout entière ne porte pas le discrédit des Farc. Bogotá a juste eu un maire de centre-gauche, du *Polo Democrático Alternative*, Gustavo Petro, ex-membre du M-19 démobilisé mais qui avait pris le soin de préciser qu'il «avait été» de gauche mais que cela n'avait pas fonctionné en Colombie et qu'il proposait désormais «un capitalisme démocratique». Toujours cette sensation, ici encore plus qu'ailleurs, d'un choix entre la droite et la gauche. D'ailleurs le président colombien Ivan Duque est l'initiateur avec Sébastien Pinera, en avril 2019, du Prosur, d'une alliance des droites néolibérales de la région pour une intégration régionale signée par l'Argentine, le Brésil, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou, du(le) Chili et le Guyana. Et il faudra finalement du temps pour que l'opposition ait simplement droit de citer dans la vie politique en Colombie, sans que l'engagement contestataire ne condamne à la disparition. Avec la signature de la paix, la peur au quotidien a disparu en Colombie pour les civils. Elle demeure comme un faux prétexte pour les riches paranoïaques se retranchant dans leurs bunkers contre la misère. Les actions de la guérilla étaient largement non sélectives quant aux victimes, soit de par les enlèvements mal ciblés, soit de par les attentats non ciblés. Aujourd'hui les victimes de la violence sont désignées nommément et seuls les activistes sociaux et les défenseurs de droits humains ont réellement à craindre pour leur vie. La paix n'est revenue que pour qui ne dérange ni les intérêts capitalistes ni les lobbys mafieux. Et le phénomène n'en est que plus visible et moins supportable.

Le 27 octobre dernier, pour la première fois, une femme est élue mairesse de la capitale.

J'ai pu observer que les emplois et professions sont de moins en moins discriminants envers les femmes. D'autre part, on enregistre en 2019 une baisse significative des violences domestiques et conjugales et une chute de près de 20% des agressions sexuelles à l'encontre d'enfants et adolescents par rapport à 2018 (de 8.203 cas à 6.632). On sent l'émergence de la Colombie de demain même si le machisme a encore la vie dure. Lopez est aussi la première politique qui affiche son homosexualité et se revendique de classe moyenne. Fille d'institutrice, elle s'appelle Lopez dans un pays où les sempiternels grands noms sont attachés aux postes de pouvoir. Sénatrice de 2012 à 2015, elle a dénoncé la para politique et la corruption aboutissant à 50 condamnations de personnalités publiques. Tout cela montre le sens du changement voulu par les électeurs, nous l'avons senti au cours de notre séjour. Sur le plan politique, notons une simple avancée du centre gauche et un vote sanction pour la droite la plus conservatrice dans tout le pays. Mais les activistes sociaux et les défenseurs des droits de l'homme l'attendent sur ses réalisations, la mairie de Bogotá est considérée comme le deuxième poste à responsabilité en Colombie.

Monica JORNET.
